

Impôt sur le revenu—Loi

L'Empire britannique a fini par décliner, non à cause de la dévastation de la Première Guerre mondiale, mais parce qu'il avait abandonné ses traditions de faible imposition et sa politique de libre-échange du XIX^e siècle. Depuis 1914, les impôts élevés, le socialisme et le protectionnisme ont été les caractéristiques de la politique économique britannique et les taux d'impôt aujourd'hui sont essentiellement les mêmes qu'en 1914-1915, c'est-à-dire 83 p. 100 sur le revenu ordinaire et 98 p. 100 sur les investissements à environ \$40,000.

La France a connu une expérience économique semblable. En 1920, la France a imposé un impôt sur le revenu très progressif dans le cadre d'une réforme fiscale. Il était si progressif qu'on l'a appelé «l'impôt des poires», que ne payaient que ceux qui ne pouvaient y échapper. Cela semble familier, et je crois avoir entendu de pareils propos au Canada aujourd'hui. A mesure que le gouvernement est devenu plus habile à percevoir ses impôts, l'économie française a été frappée d'une inflation soutenue qui a atteint son point culminant durant la crise financière de 1924. Les revenus totaux du gouvernement mesurés en francs d'avant-guerre étaient seulement légèrement supérieurs entre 1920 et 1925 à ce qu'ils étaient en 1913 quand il n'y avait pas d'impôt sur le revenu. La crise a pris fin en 1926 quand le gouvernement Herriot de gauche est tombé et a été remplacé par le gouvernement Poincaré de centre droite qui a annoncé une nouvelle loi fiscale à peine une semaine après avoir été porté au pouvoir.

Le taux le plus élevé d'impôt sur le revenu général a été réduit de 60 p. 100 à 30 p. 100. C'est un impôt sur le revenu de ce genre dont on parle aux États-Unis, et c'est celui dont nous devrions parler au Canada. Les taux d'impôt sur les biens transmis par décès et les droits successoraux ont été réduits et, du même coup, rendus moins progressifs. L'impôt annuel sur les valeurs mobilières transmises a été abaissé d'environ 40 p. 100. Le franc s'est stabilisé, l'économie a repris et, la première année de la réforme, les recettes fiscales ont augmenté de façon spectaculaire de 5.4 milliards à 7 milliards de francs d'avant-guerre. Au cours des six mois de juillet à la fin de 1926, le franc a grimpé sur le marché des devises étrangères de 2c. à 4c. par rapport au dollar. Cette importante réduction d'impôt a stimulé l'économie pendant un bon nombre d'années.

● (2052)

A un certain moment de son histoire, l'Allemagne avait une situation économique quelque peu semblable. Il s'est produit la même chose quand les impôts ont été réduits. Après la Seconde Guerre mondiale, les taux d'imposition étaient très élevés en Allemagne. Même les revenus de \$600 étaient imposés au taux marginal de 50 p. 100 et le taux d'imposition le plus élevé était de 95 p. 100 et s'appliquait à tous les revenus à compter de \$15,000. En 1948, ces taux d'imposition très élevés de même qu'une inflation massive et des contrôles des prix avaient entraîné une grave crise économique en Allemagne.

C'est à ce moment-là qu'est arrivé Ludwig Erhard, l'un des plus grands dirigeants économiques de tous les temps. Non seulement a-t-il supprimé d'un seul coup tous les contrôles des salaires et des prix, mais il a aussi commencé à réduire les impôts qui ont continué à baisser pendant un quart de siècle. Il y est parvenu en élevant constamment le niveau du revenu auquel les taux d'imposition les plus élevés commençaient à s'appliquer.

[M. Wenman.]

En 1948, il a haussé de \$600 à \$2,200 le seuil auquel s'appliquait le taux d'imposition de 50 p. 100, et de \$15,000 à \$63,000 le seuil auquel devait s'appliquer le taux d'imposition de 90 p. 100. Un an plus tard, la limite inférieure pour le taux d'imposition de 50 p. 100 augmentait d'environ \$5,000. En 1953, cette limite inférieure était passée à \$9,000 et le taux d'imposition le plus élevé avait baissé à 82 p. 100. En 1955, le taux d'imposition le plus élevé avait baissé à 63 p. 100 pour les revenus de plus de \$250,000 et le taux d'imposition de 50 p. 100 s'appliquait uniquement aux revenus de plus de \$42,000.

Cette réduction systématique des taux d'imposition a entraîné un essor économique massif qui a augmenté les revenus à tel point que l'Allemagne a pu mettre sur pied l'un des régimes d'assurance sociale pour les chômeurs et les personnes âgées les plus généreux du monde entier. Tout cela s'est fait sans inflation et d'une façon tout à fait contraire aux conseils keynésiens que le département d'État des États-Unis avait prodigués à l'Allemagne de l'Ouest.

La situation au Japon après la Seconde Guerre mondiale se rapprochait beaucoup de celle de l'Allemagne, c'est-à-dire que les taux d'imposition étaient très élevés et l'économie était en ruine. A partir de 1950, les Japonais ont commencé à adopter un programme de réduction des taux d'imposition. Les taux d'imposition marginaux tant pour les particuliers que pour les entreprises ont été réduits presque chaque année depuis 1950. A mesure que ces réductions d'impôt engendraient de nouvelles activités économiques et des revenus plus élevés pour le gouvernement, elles donnaient lieu à de nouvelles réductions fiscales. Cette tendance a été maintenue jusqu'à ce que l'économie du Japon soit devenue l'une des plus concurrentielles du monde.

Aux États-Unis, bien avant les réductions fiscales de Kennedy dans les années 1960, l'histoire américaine donnait bien des preuves que la réduction des taux d'imposition engendrait plus de revenus fiscaux. L'exemple le plus important provenait des années 1920. Le parti républicain a accédé au pouvoir à la Maison Blanche et au Congrès en 1920 en promettant un retour à une situation normale. Une des premières manifestations de ce retour à la normale a été l'abaissement des taux d'imposition, qui avaient atteint 63 p. 100 à leur maximum—en temps de guerre.

Par la suite, le Congrès a réduit chaque année les taux d'imposition entre 1921 et 1925: le taux le plus élevé descendait de 63 à 25 p. 100, et le plus faible de 4 à ½ p. 100. Cela a entraîné une expansion économique phénoménale aux États-Unis, sans inflation mais avec réduction de la dette nationale.

Ce bref exposé montre bien, je pense, que de saines réductions des taux d'imposition ont provoqué une énorme croissance économique et une augmentation corrélative des recettes publiques, mais sans inflation. Il n'est pas inflationniste d'occuper la population dans des emplois du secteur privé à produire des biens et des services nouveaux, et il faudrait appliquer immédiatement une réduction majeure.

La justification théorique de la formule économique que j'appuie se trouve dans ce qu'on commence à appeler la courbe de Laffer, graphique qui fait voir l'incidence des taux d'imposition sur les recettes fiscales. Dans la plage normale, une augmentation des taux augmente les recettes. Cependant le produit des impôts passe par un maximum, au-delà duquel une augmentation des taux réduit les recettes. C'est qu'en découra-